Informations de base

2023/2552(RSP) RSP - Résolutions d'actualité	Procédure terminée
Résolution sur la violence à l'encontre de militants de l'opposition en Guinée équatoriale, notamment le cas de Julio Obama Mefuman **Subject** 6.10.04 Situation politique des pays-tiers, conflits régionaux et locaux 6.10.08 Libertés fondamentales, droits de l'homme, démocratie, état de droit en général **Zone géographique** Guinée équatoriale	

Evénements clés

Date	Evénement	Référence	Résumé
15/02/2023	Débat en plénière		
16/02/2023	Décision du Parlement	T9-0050/2023	Résumé
16/02/2023	Résultat du vote au parlement		

Informations techniques

Référence de la procédure	2023/2552(RSP)
Type de procédure	RSP - Résolutions d'actualité
Sous-type de procédure	Débat ou résolution d'urgence
Base juridique	Règlement du Parlement EP 150-p2
État de la procédure	Procédure terminée

Portail de documentation

Parlement Européen

Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Proposition de résolution		B9-0121/2023	13/02/2023	
Proposition de résolution		B9-0122/2023	13/02/2023	
Proposition de résolution		B9-0127/2023	13/02/2023	
Proposition de résolution		B9-0128/2023	13/02/2023	
Proposition de résolution		B9-0129/2023	13/02/2023	
Proposition de résolution		B9-0130/2023	13/02/2023	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T9-0050/2023	16/02/2023	Résumé

Résolution sur la violence à l’encontre de militants de l’opposition en Guinée équatoriale, notamment le cas de Julio Obama Mefuman

2023/2552(RSP) - 16/02/2023 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 518 voix pour, 6 contre et 19 abstentions, une résolution sur la violence à l’encontre les militants de l'opposition en Guinée équatoriale, notamment le cas de Julio Obama Mefuman.

Le texte adopté en plénière avait été déposé en tant que résolution commune par les groupes PPE, S&D, Renew, Verts/ALE et ECR.

Depuis 1979, la Guinée équatoriale est dirigée par le régime de Teodoro Obiang Nguema, dont le mépris et la violation des droits de l'homme se sont traduits par des actes de barbarie, tels que la persécution de centaines d'opposants politiques, de critiques du gouvernement et de défenseurs des droits de l'homme.

Quatre membres du mouvement d'opposition équato-guinéen Movimiento para la Liberacion de Guinea Ecuatorial Tercera Republic (MLGE3R), à savoir deux personnes ayant la double nationalité espagnole et équato-guinéenne, Julio Obama Mefuman et Feliciano Efa Mangue, et deux citoyens équato-guinéens vivant en Espagne, Martín Obiang Ondo Mbasogo et Bienvenido Ndong Ono, ont été enlevés au Soudan du Sud fin 2019 et transportés en Guinée équatoriale dans l'avion présidentiel de Teodoro Obiang.

Obama Mefuman et Efa Mangue se sont vu refuser l'assistance consulaire, ont été jugés sans garanties d'un procès équitable et condamnés en mars 2020 en Guinée équatoriale à 60 et 90 ans de prison, respectivement, pour terrorisme et participation à une tentative présumée de coup d'État contre le président Obiang en 2017.

Obama Mefuman est décédé le 15 janvier 2023 à Mongomo.

Le Parlement a condamné fermement la mort du citoyen espagnol Obama Mefuman en détention et tient pour responsable le régime dictatorial équato-guinéen. Il a demandé le rapatriement de son corps et la libération des trois membres restants du MLGE3R.

La Guinée équatoriale est instamment invitée à :

- coopérer pleinement avec les autorités judiciaires espagnoles;

- se conformer de toute urgence au droit international relatif aux droits de l'homme et à veiller à ce que tous les détenus soient protégés contre la torture et les mauvais traitements, détenus dans des conditions humaines, jugés dans le cadre de procès équitables et aient accès à leur famille et à leurs avocats.

La Commission et les États membres sont invités à faire preuve de la plus grande fermeté pour exiger la fin de toutes les persécutions et répressions politiques et une enquête internationale indépendante sur la mort d'Obama Mefuman et sur la situation plus générale des prisonniers politiques et des défenseurs des droits de l'homme.

Préoccupé par les actions extraterritoriales du gouvernement de Guinée équatoriale, y compris le ciblage et l'enlèvement de dissidents politiques qui ont la citoyenneté ou résident dans des pays tiers, y compris au sein de l'UE, le Parlement a demandé au Service européen d'action extérieure, à Europol, à Eurojust et à la Commission de travailler en étroite collaboration avec les autorités judiciaires et d'enquête des États membres afin de renforcer la protection des citoyens et les résidents de l'UE.